

«Pour éviter que l'IA ne crée de l'exclusion, il faut associer revenu universel et formation tout au long de la vie»

Intervista a Philippe Van Parijs

Le chercheur, spécialiste de la question du revenu inconditionnel, explique pourquoi la révolution de l'intelligence artificielle mène presque mécaniquement au revenu universel

Professeur émérite à l'université de Louvain, en Belgique, le philosophe Philippe Van Parijs est le principal penseur vivant du revenu universel, qu'il promeut depuis 1982.

Comment analysez-vous l'engouement des milliardaires de la Silicon Valley pour l'intelligence artificielle (IA) ?

On est toujours un peu surpris lorsqu'une vieille idée connaît une nouvelle popularité. Mais au fond, ce qui inspire leur intérêt pour le revenu universel n'est pas très différent de ce qui m'avait conduit à défendre l'idée au début des années 1980. Ce qui me préoccupait déjà, c'était l'augmentation du chômage liée aux transformations technologiques.

A gauche comme à droite, beaucoup misaient alors sur la croissance pour résoudre le problème. D'autres, dont j'étais, n'y voyaient pas une solution durable, compte tenu des limites des ressources planétaires. D'où l'idée de déconnecter une partie du revenu de l'emploi, afin de permettre à ceux qui travaillent trop de travailler moins, et à ceux qui sont exclus du marché du travail d'y accéder plus facilement.

La grande différence avec les années 1980, c'est qu'aujourd'hui l'accélération technologique est massive, et personne ne semble croire que la croissance suffira à compenser les destructions d'emplois provoquées par l'automatisation et l'IA.

Le lien entre progrès technologique et revenu universel a-t-il toujours existé ?

Dans l'histoire du revenu universel, le lien est toujours présent. En France, dès les années 1930, l'économiste radical-socialiste [*et banquier*] Jacques Duboin proposait un « revenu social » pour répondre à ce qu'il appelait « la grande relève des hommes par la machine ». Dans les années 1960, un collectif d'intellectuels américains inspirés par le futuriste Robert Theobald défendait également un revenu universel dans un manifeste intitulé « La triple révolution », l'une des trois étant la « révolution cybernétique ».

En 1967, dans sa conférence berlinoise intitulée « La fin de l'utopie », le philosophe Herbert Marcuse expliquait que la technique moderne rendait enfin possible ce que Charles Fourier [1772-1837] avait prophétisé, à savoir la transformation du travail en jeu, ce qui devait selon lui aller de pair avec l'instauration d'un revenu garanti. Selon Marcuse, ce qui faisait obstacle à la réalisation de cette utopie était la pression consumériste.

En proposant le revenu universel, les patrons de la Silicon Valley s'inscrivent-ils dans une tradition idéologique particulière ?

On les rattache souvent à la tradition libertarienne, mais cela ne semble pas s'appliquer à leur défense du revenu universel. Certains libertariens dits « de gauche » ont défendu une allocation minimale inconditionnelle financée par la redistribution de la valeur des ressources naturelles, dans la lignée de Thomas Paine [1737-1809] et, plus récemment, de Henry George [1839-1897] et de sa théorie de la taxe foncière. Il ne pourrait cependant s'agir là que d'un revenu très faible, bien en dessous du seuil de pauvreté.

L'argumentation de Sam Altman, patron d'OpenAI, est différente. Ainsi, le document de 13 pages publié en avril par l'entreprise sous le titre « Industrial Policy for the Intelligence Age » [*« politique industrielle pour l'ère de l'IA »*] s'interroge surtout sur la manière d'assurer le financement des services publics, de l'éducation, de la sécurité sociale et aussi d'un dividende universel, dans un contexte où la valeur créée se déplace du travail vers le capital. Mark Zuckerberg, le patron de Meta, quant à lui, semble voir le revenu universel comme un levier pour l'innovation : dans un discours à l'université Harvard, en 2017, il l'avait présenté comme « un coussin pour tenter de nouvelles idées ». Dans les déclarations d'Elon Musk (X), en revanche, on trouve davantage

l'idée qu'une partie importante de la population deviendra économiquement inutile, ce qui pourrait déclencher une explosion sociale.

L'IA peut-elle vraiment libérer l'humain du travail ? Ou ne risque-t-on pas de devenir des assistés, dans un système qui ne profite qu'aux milliardaires de la tech ?

C'est ce que croient ceux qui partent du principe que les gens ne retrouveront pas d'emploi, et qu'il faut donc leur donner de l'argent pour qu'ils aient de quoi se nourrir et se tiennent tranquilles. Mais il importe d'éviter cela en associant étroitement le revenu universel à un autre instrument : la formation tout au long de la vie. Les deux sont complémentaires : le revenu universel facilite la réduction du temps de travail ou l'interruption temporaire d'une activité professionnelle afin de se réorienter à temps, évitant ainsi qu'un nombre croissant de personnes ne se retrouvent exclues. Pour faire face à la révolution technologique, nous avons besoin d'un développement multiforme de la formation permanente.

Pour financer le revenu universel, la formation, les services publics et tout le reste, il faudra taxer davantage le capital, puisque le travail sera réduit. Mais le capital, étant plus mobile, est plus difficile à taxer. De plus, les entreprises technologiques, qui voient leur valeur décupler, sont fortement concentrées aux Etats-Unis. Le maximum que l'on puisse espérer est donc qu'une part de la valeur qui y est créée soit partagée entre les citoyens américains, que ce soit par l'impôt ou par la distribution d'actions dans ces entreprises, comme proposé par Sam Altman. Mais les populations des autres pays, tout aussi affectées par le développement de l'IA, n'auront aucune prise sur la richesse qui s'accumule dans les Big Tech américaines.